

magyares. Elle dut lutter longtemps contre l'impérialisme ottoman avant de tomber, en 1699, sous la coupe des Habsbourg d'Autriche. Cette domination ne fut jamais acceptée par le peuple hongrois; aussi ce dernier a-t-il mené une longue opposition à la dynastie étrangère. En 1848, un soulèvement ébranle l'Empire autrichien qui ne résiste à la poussée des libéraux, entraînés par Kossuth Lajos, qu'avec l'aide de la Russie autocratique. En 1867, l'Empire devient bicéphale mais l'appellation "austro-hongrois" ne change que peu de choses, le vrai pouvoir restant à Vienne. La défaite des Empires centraux en 1918 va provoquer le démembrement de l'Autriche-Hongrie et, ce faisant, l'indépendance des Hongrois qui connaissent alors une éphémère république soviétique, celle des 133 jours (1919) dirigée par le communiste Béla Kun. Mais elle sera vaincue par l'alliance de la droite hongroise avec les Tchèques et les Roumains. La Hongrie connaîtra alors presque jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale la dictature de l'Amiral Horthy (1920-1944), qui s'alliera finalement aux forces de l'Axe.

Libéré en janvier 1945 par l'armée rouge et les résistants communistes de l'intérieur, le pays va évoluer vers un régime de démocratie populaire (18 août 1949), très étroitement lié à Moscou. La rigidité de ce régime et son manque d'indépendance à l'égard de l'URSS aboutiront aux sanglants événements de l'automne 1956 que l'intervention franco-britannique dans la région du Canal de Suez, nationalisé par Nasser, éclipsa en grande partie.

Ainsi, sous la pression conjuguée de partisans d'un socialisme démocratique et de libéraux pro-occidentaux, le régime communiste hongrois s'effondre à fin octobre. C'est un mouvement entièrement nouveau, le premier à mettre

en cause de façon radicale le régime communiste. Dès lors, l'intervention des chars soviétiques devenait inévitable. Appelés par un "gouvernement ouvrier et paysan" dont le président est János Kádár justement sorti de prison, ils écrasent la révolution hongroise le 4 novembre 1956. Vaincue, cette révolution l'a été, mais l'on pourrait être tenté d'écrire que, dans un certain sens, elle avait atteint ses objectifs: dès ce moment-là, la terreur stalinienne appartient en effet au passé.

D'après les mémoires de l'Ambassadeur yougoslave en retraite Veljko Micunovic, les événements de Hongrie auraient pris les dirigeants soviétiques complètement à l'improviste. Ils auraient fait le déplacement de Moscou à Belgrade pour prendre l'avis du Maréchal Tito. Alors que Khrouchtchev voulait que le Hongrois Ferenc Münnich reprît en main la situation de son pays, Tito conseilla au contraire János Kádár.

L'action de János
KÁDÁR

Ce n'est pas le moindre paradoxe de la Hongrie d'aujourd'hui d'avoir à sa tête le responsable, tant honni à l'époque, de l'intervention soviétique qui dirige le régime le plus libéral de l'Europe de l'Est.

Aujourd'hui, l'expression des désaccords est tolérée mais à condition qu'on ne remette en cause ni la politique extérieure (alliance avec Moscou), ni les fondements du régime. "Qui n'est pas contre nous est avec nous", devait dire Kádár en prenant le contre-pied de la formule léniniste. Sans aller jusqu'à informer l'opinion publique des vérités gênantes pour le pouvoir, même la presse fait dès lors un effort pour présenter la propagande du régime d'une façon attrayante et surtout plausible. Des forums sont organisés avec des membres du gouvernement par la

télévision et les téléspectateurs ont ainsi l'occasion de poser en direct des questions aux ministres qui sont sur la sellette.

L'action politique que Kádár mène à l'intérieur du pays se caractérise par la discrétion et le pragmatisme. Un de ses objectifs est de réconcilier le pays avec le régime, en vue de renforcer la cohésion de la classe ouvrière, de la paysannerie, de l'intelligentsia.

Agé aujourd'hui de 66 ans et, semble-t-il, en bonne santé, Kádár n'apparaît que très rarement en public. Il a conservé la simplicité de l'ouvrier métallurgique qu'il était autrefois et est resté un adversaire du culte de la personnalité. Excellent technicien du pouvoir, il est un communiste convaincu, sans être cependant l'instrument docile de Moscou. Légèrement voûté, les épaules tombantes, la démarche un peu difficile, visiblement gêné lorsqu'il s'adresse à des interlocuteurs occidentaux, le regard volontiers fuyant, le visage mou comme sa poignée de main dont les doigts se terminent par des ongles postiches à la suite des sévices dont il fut l'objet en prison, où il souffrit particulièrement de l'interdiction de fumer (privilège qu'il rétablit aussitôt arrivé au pouvoir), le leader hongrois pratique une politique qui pourrait se résumer par cette phrase: "tout ce que vous (Moscou) ferez sera bien mais laissez-moi faire ce que je veux à l'intérieur de nos frontières".

Les objectifs économiques

Kádár a relativement bien réussi dans sa difficile entreprise. Il a su collectiviser les terres (1961) tout en laissant une certaine autonomie aux paysans et à leurs coopératives. Dans le domaine industriel, les réformes ont été plus tardives et se sont essentiellement

développées à partir de 1968 - année de la réforme économique - sous l'égide de l'économiste Rezsö Nyers, prônant une limitation du plan à quelques objectifs essentiels et concédant une large autonomie de gestion aux entreprises grâce à une décentralisation de l'administration économique. En termes de croissance, cette politique a donné des résultats tangibles.

Tout en maintenant l'originalité du socialisme hongrois, Kádár a dû néanmoins, lors du Congrès du Parti de mars 1975, adopter une ligne médiane entre les réformistes, ce qui valut d'ailleurs à Nyers d'être écarté, et les tenants de l'orthodoxie et d'un plus grand centralisme.

Si la République populaire hongroise est une dictature du prolétariat dont les fondements reposent sur l'union des ouvriers et des paysans et que même en cas d'une évolution de la société les conditions de la propriété ne peuvent que tout au plus se renforcer autour de l'Etat et des coopératives, il n'en demeure pas moins que Kádár a été avisé en proclamant que le régime continuerait à protéger la propriété privée dans la mesure où son existence serait utile à la collectivité et qu'elle satisfait ses aspirations légitimes. Non seulement, en effet, la production a augmenté mais cet embryon de libre entreprise a permis aux citoyens de s'enrichir.

L'opinion publique

Sur le plan intérieur, l'un des phénomènes les plus frappants est certainement celui de la popularité que Kádár s'est progressivement acquise, au fil des années, au sein de l'opinion publique magyare. Elle lui est reconnaissante d'être parvenu à assurer à la population un

mieux-être certes modeste mais constant qui donne au Hongrois le niveau de vie sans doute le plus confortable à l'Est et fait de lui un privilégié aux yeux des habitants d'autres pays satellites. Elle apprécie, à une époque où chacun aspire à prendre l'air du large, que les entraves restreignant les déplacements à l'étranger se soient allégées et est consciente que le régime use, toutes limites gardées, d'une certaine flexibilité convenant au tempérament magyar, qui a horreur de la discipline collective de type germanique et peut ainsi laisser épancher, avec moins de crainte que naguère, une nature chaleureuse si longtemps contenue. Ce climat incite de moins en moins les Hongrois qui se rendent en voyage à l'Ouest à y rester et à y demander asile. Ceux qui se sont réfugiés à l'étranger il y a plusieurs années peuvent même revenir sans trop de crainte en Hongrie y visiter leur parenté.

Contre vents et marées, Kádár est donc parvenu à instaurer une détente relative sur le plan intérieur. Cette atmosphère est plus qu'une simple apparence.

Tacitement, les mass media en tiennent compte et se comportent de manière à ne pas porter ombrage au régime et à Kádár, dont elles souhaitent qu'il demeure le plus longtemps possible aux leviers de commande du pays. Ainsi et par exemple, il n'y eut pas, au cours de ces dernières années, des manifestations comme en Pologne à propos de la hausse des prix, parfois substantielle, de certaines denrées alimentaires de première nécessité. Il est vrai que Kádár avait pris la peine d'en prévenir à temps l'opinion publique, de lui en fournir les motifs réels et de faire, à point nommé, verser à chaque salarié une indemnité de vie chère, dont l'effet est avant tout psychologique tant le montant en est en fait dérisoire.

Les conditions
d'existence

Depuis longtemps, les Hongrois ont trouvé le moyen d'arrondir leurs salaires grâce à l'appoint de gains accessoires parfaitement licites, ce qui arrange à la fois le régime, qui y trouve son compte, et la population. Plusieurs d'entre eux sont parvenus à édifier des fortunes confortables (ce ne serait pas moins de 110 millions de forints que des particuliers auraient déposés, l'an dernier, à la Caisse nationale de dépôts), aspirent, si ce n'est déjà réalisé, à être propriétaires d'une villa ou d'un appartement en ville et d'une maison de week-end sur les rives du lac Balaton ou du Danube et à disposer d'une voiture (statistique des voitures privées: 1973: 200'000 - 1978: 750'000 - 1980: 1'400'000).

Quant aux dirigeants du Parti, il est patent qu'ils jouissent en secret d'une aisance matérielle habilement dissimulée à l'homme de la rue qui n'est cependant pas assez sot pour l'ignorer et vit dans le fallacieux espoir de pouvoir la convoiter un jour ou l'autre.

Jadis brimée, aujourd'hui attirée vers une société de consommation dont elle commence à percevoir les nombreuses facettes, désireuse d'élargir ses horizons, de voir, d'apprendre, de s'informer, de connaître, d'échanger des idées, de comparer, bref avide de vivre, la jeunesse n'a cure de l'idéologie marxiste-léniniste qu'elle subit placidement si elle peut en espérer des avantages matériels.

L'éducation poli-
tique

C'est évidemment à l'éducation politique de la génération montante, à la jeunesse, que le Parti voue le plus grand soin. Très tôt, elle est enrôlée dans des formations de pionniers. Ayant de moins en moins d'éléments de comparaison pour juger, elle se montre relativement

docile. Pourtant, il est fort malaisé de déterminer comment jeunes et intellectuels considèrent, aujourd'hui, l'idéologie qu'ils doivent subir, hormis le fait qu'elle puisse, le cas échéant, leur valoir des avantages matériels, ainsi que je l'ai écrit plus haut. Les moyens d'investigations étant très limités, cette analyse est par conséquent délicate; on en est réduit à des conjectures, à des conclusions qui restent purement hypothétiques.

Où le régime n'a pas encore vraiment réussi, c'est de toute évidence dans le rendement au travail. Le Hongrois est nonchalant, lent à se mettre en route; il lui faut du temps pour percevoir et son application au travail laisse, dans l'ensemble, à désirer. Même au niveau du "management", le phénomène de lenteur est sensible. Les appels à un plus haut rendement ne cessent d'être répétés, à plus forte raison que la République populaire manque manifestement de main-d'oeuvre, dont la productivité du secteur économique se ressent inévitablement. Là encore, les dirigeants hongrois préfèrent faire preuve d'une certaine mansuétude - ce qui tranche avec les méthodes appliquées ailleurs - et en appeler à la compréhension du citoyen plutôt qu'à la contrainte.

Les gens qui sont le plus à plaindre sont ceux qui appartiennent au troisième âge, témoins des événements de 1944/45 et de 1956, mis au bénéfice de rentes insignifiantes qui leur permettent tout juste de vivre. Cette catégorie de la population - "les inutiles" - ne compte d'ailleurs plus politiquement aux yeux du régime.

Les Eglises et l'Etat

Même avec l'Eglise catholique romaine, les relations ont été récemment normalisées, sur le plan formel en tout cas, encore qu'il subsiste des problèmes comme celui de l'enseignement religieux. Pour y parvenir, des concessions ont été faites essentiellement par le Vatican; du côté hongrois, on n'estime plus, actuellement, que la religion puisse menacer le régime. Que désormais le Saint-Siège et Budapest renouent des relations diplomatiques ne surprendrait pas.

Avec les autres Eglises, les rapports sont également normaux.

Mais les croyants et les Eglises doivent respecter les lois et honorer leurs devoirs civiques.

Kádár et le Kremlin

Depuis 22 ans, Kádár n'a donné aucun souci au Kremlin à l'égard duquel il sait faire preuve de discipline. Cette attitude lui assure, en retour, une certaine marge de manoeuvre sur le plan intérieur. Même étroite, cette marge a permis à la Hongrie de s'engager dans une voie qui lui est propre. Elle est même l'image la plus apaisante que Moscou puisse donner à l'Occident du système communiste.

Incontestablement, Kádár, qui passe pour honnête et modeste, a réussi au cours des années à desserrer l'étau politique qui pèse encore si lourdement sur d'autres pays satellites de l'URSS et à engager le sien sur le chemin d'une relative prospérité. A Vienne, à Rome, à la Cité du Vatican, enfin à Bonn, capitales dans lesquelles il s'est rendu en 1977, Kádár a, au cours de ses conférences de presse, surpris plus d'un de ses interlocuteurs, restés accrochés aux événements de 1956, et a fait figure d'un véritable

homme d'Etat, doté de beaucoup de souplesse dialectique.

Néanmoins - et il ne faut pas s'y tromper -, le régime politique hongrois demeure strict dans son essence et marque, à des degrés différents, la vie quotidienne magyare. Il a les moyens d'imprimer aux attitudes le cours de son choix, d'amener à résipiscence les récalcitrants. En cela, il n'agit pas différemment des autres partis frères mais peut-être en a-t-il moins fréquemment l'occasion.

Bien que seuls les 7 1/2 % de la population (10,6 millions) figurent sur ses rôles car l'adhésion n'est pas obligatoire, le Parti qui a ses organes propres et est en apparence distinct du Gouvernement maintient des "courroies de transmission" à tous les échelons. Ainsi, rien ne lui échappe et déjà une sorte de "nouvelle gauche", inspirée par le philosophe marxiste Lukacs, critiquerait le régime pour son embourgeoisement mais il est difficile de connaître et de mesurer son audience.

Ce qui ne serait que pure naïveté, c'est d'imaginer que les Soviétiques se gêneraient, s'il le fallait, pour trancher dans le vif. Ils en ont les moyens sur place. Par le truchement d'un porte-parole militaire, Moscou a rappelé au début de cette année être toujours prête à intervenir militairement à l'Est pour défendre les réalisations révolutionnaires des peuples socialistes.

On peut donc en tirer la conclusion que Kádár s'efforcera, comme jusqu'ici, de naviguer au plus près de manière à concilier les intérêts de son pays avec l'impératif marxiste-léniniste. Il se maintiendra tant que l'URSS y trouvera son propre intérêt.

Si l'on est tenté d'imaginer, à terme et pour l'espace d'un instant, un éclatement du bloc soviétique, auquel la Hongrie n'appartient que par contrainte et non par choix, je ne suis pas certain que Budapest adopterait alors une forme politique à l'Occidentale. Je suis plutôt enclin à penser, en tout cas Kádár restant à la tête du pays, que la Hongrie poursuivrait son expérience actuelle sur des bases dès lors nationales.

La dernière prise de position du Parti socialiste ouvrier hongrois - elle remonte à un mois - est d'affirmer que "tous les partis frères ont le droit et l'obligation d'appliquer indépendamment et de façon constructive les enseignements du marxisme-léninisme et les lois générales de la révolution et de l'édification socialistes, en prenant en considération les caractéristiques et les traditions du pays concerné". Serait-ce pour autant de l'"Euro-communisme" ?

Il est également intéressant de se souvenir que Kádár déclara, en 1975, que la "finalité fondamentale de nos actions sur le plan international est de défendre et de consolider l'indépendance nationale du peuple hongrois et la souveraineté du pays". Que le leader hongrois veuille conserver à son pays son identité propre, cela ne fait aucun doute; il s'y emploie en toute circonstance sachant fort bien que l'opinion publique, farouchement nationaliste, réproverait toute autre attitude.

Les mutations des
19/20.4.1978 au sein
de l'appareil du
Parti

On peut du reste en prendre pour preuve les mutations intervenues à l'échelon du Secrétariat du Comité central les 19 et 20 avril dernier même si ce n'est pas le lieu d'entrer dans autant de détails. Il en vaut tout de

même la peine car celles-ci ont eu ostensiblement pour objectif la réaffirmation de la politique intérieure "kádàrienne", celle de la flexibilité, ce qu'un des membres du Secrétariat en question s'efforçait de battre en brèche depuis un certain temps en prônant, en toutes occasions, un retour au statut strictement orthodoxe, c'est-à-dire à la ligne dure et rigide.

En relevant précisément son vieux compagnon d'armes Béla Biszku de ses fonctions de Secrétaire du Comité central (où il était chargé de la vie du Parti et de la sécurité) auxquelles il accéda en 1962 déjà et en le mettant avec force décorations à la retraite bien qu'il ne soit âgé que de 57 ans, Kádár s'est séparé - avec l'assentiment préalable de Moscou, dit-on - d'un "hard-liner" notoire dont on prétend qu'il cherchait, au moyen de contacts directs avec les dirigeants soviétiques, l'éviction de Kádár. Bien que du point de vue de la préséance Biszku fût le premier des secrétaires du Comité central, sa position de dauphin restait problématique. En effet, plusieurs observateurs s'accordent pour reconnaître cette qualité à Károly Németh, nommé Secrétaire du Comité central en 1974, au moment où précisément le père de la réforme économique de 1968, Rezsö Nyers, fut écarté. Tandis que Németh était alors considéré comme appartenant à la ligne dure du Parti, il faut admettre aujourd'hui ou que cette appréciation était alors mal fondée ou que le personnage a évolué puisqu'il se range au centre et derrière Kádár, en faveur d'une politique économique décentralisée qui a donné précisément son originalité au socialisme magyar. D'ailleurs, en citant il y a quelque temps l'expérience économique hongroise en exemple à d'autres pays satellites, l'URSS a naturellement enhardi la Hongrie dans la voie qu'elle a choisie.

Dans le cadre des mutations auxquelles je viens de faire allusion, Károly Németh passe en tête des Secrétaires du Comité central, ce qui confirme, au cas où Kádár devrait mettre un terme à sa vie politique active, qu'il pourrait en devenir le successeur. Ce n'est toutefois pas à dire que Németh soit devenu un dauphin incontesté. D'autres que lui ont des ambitions, tel par exemple Sándor Gáspár, membre du Bureau politique, qui, comme Secrétaire général des syndicats, pourrait avoir la ressource de s'appuyer sur les masses ouvrières.

La sagacité dont Kádár a si souvent su faire preuve au cours de sa longue carrière s'est également manifestée lors des décisions des 19 et 20 avril. En effet, Németh qui lâche évidemment les questions économiques, ne reprend qu'une partie des tâches de Biszku, celles concernant la vie du Parti, tandis que les dicastères "administration" et "sécurité" (armée et police) sont dès lors dévolus à Mihály Korom, membre du Comité central et Ministre de la Justice, qui perd cette dernière qualité pour devenir Secrétaire du Comité central. Korom est évidemment bien préparé pour les tâches relatives à la sécurité. Quant aux problèmes économiques à long terme, ils ressortissent désormais au nouveau Secrétaire du Comité central Ferenc Havasi, qui assumait jusqu'au 20 avril dernier les fonctions d'un des vice-présidents du Conseil des Ministres, tandis que les autres questions économiques sont désormais traitées par Sándor Borbely, Secrétaire du Comité central depuis octobre 1976.

Avec son habileté coutumière, Kádár a panaché les tâches des secrétaires du Comité central de manière à éviter que certains aient plus de pouvoir que d'autres et, en éliminant les adeptes d'une ligne dure, a remis un des rouages du Parti à son goût.

On trouverait, s'il le fallait, une autre confirmation de la volonté de Kádár de bien marquer ses distances d'avec ceux qui sont les adeptes d'une attitude dure. En rappelant par exemple József Marjai de Moscou, où il représentait son pays comme chef de mission depuis moins de deux ans, pour lui confier les fonctions d'un vice-président du Conseil des Ministres, il a barré la route à Frigyes Puja, Ministre des Affaires étrangères, qui aurait pu espérer un tel poste mais qui appartient aux "hard-liners". C'est du reste la seconde fois que Puja se voit évincé; lors du Congrès du Parti de 1975, on s'attendait en effet à ce qu'il soit nommé membre du Bureau politique, mais cette nomination n'eut pas lieu. Puja doit en éprouver du ressentiment car Marjai était, avant son départ pour l'URSS il y a moins de deux ans, son bras droit comme Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères. On chuchote même que c'est Marjai qui aurait prévenu Kádár des agissements de Biszku, lorsque celui-ci tentait d'intriguer au Kremlin contre le leader hongrois.

Ces mutations essentielles en ont évidemment entraîné d'autres à des échelons moins élevés, combinées avec des mises à la retraite tout à fait normales. Elles sont même susceptibles d'en provoquer ultérieurement. C'est d'ailleurs dans les traditions "kádáriennes" de ne pas heurter de front et de procéder à des ajustements successifs avec une certaine élégance. Ainsi, Biszku demeure provisoirement (peut-être jusqu'au prochain congrès) membre du Bureau politique, même en tant qu'adversaire potentiel de Kádár. Ne croyait-on pas, il y a encore quelques semaines, qu'un changement interne viendrait au niveau du Premier ministre Lázár, en fonctions depuis le 15 juin 1975, dont l'action, entend-on dire volontiers, ne s'est pas suffisamment profilée. Il paraît que ces rumeurs auraient eu pour but de masquer ce qui se tramait au niveau d'un des échelons

dirigeants du Parti, car les décisions des 19 et 20 avril surprirent la plupart des observateurs. Il n'empêche que Lázár a en tant que Chef du gouvernement plus de temps derrière lui qu'il ne lui en reste et déjà l'on songe que la relève pourrait être assurée par István Huszár, président de la Commission du plan (et vice-président du Conseil des Ministres), un des organes gouvernementaux essentiels du moment que l'économie conditionne la politique intérieure hongroise dont l'alliance ouvrière-paysanne constitue la base.

Sans fracas, évitant les écueils, Kádár a certainement l'art de naviguer sans que la surface ne se ressente des tourbillons qu'engendrent ici et là des contre-courants.

Me commentant d'un point de vue économique les décisions du mois dernier, l'un des dirigeants de l'Institut national d'émission rappelle que 1968 fut le point de départ d'une nouvelle ère car, contrairement à d'autres pays de l'Est (l'URSS notamment), la Hongrie en était arrivée à un stade où, pourvue de l'essentiel, il importait de diversifier la production pour aller à la rencontre des besoins du consommateur, tout en augmentant parallèlement et progressivement le pouvoir d'achat de la population. Le coup de frein donné vers 1974 ne fut pas heureux d'autant que la Hongrie avait les moyens de poursuivre cette politique. Mais les partisans de la ligne dure (braqués sur les impératifs du Plan et dépourvus d'imagination réaliste) ne l'entendirent pas de cette oreille. Leur point de vue prévalut, momentanément seulement puisqu'après cette éclipse, l'économie magyare reprend un cours dans le sens voulu par la réforme de 1968.

La Hongrie risque ainsi de faire des envieux, ce qui les incitera à suivre son exemple. Ce ne sera toutefois

pas avant longtemps encore le cas de l'URSS où les besoins essentiels de la population sont loin d'être couverts, et beaucoup s'en faut.

Politique étrangère

Dans le domaine de la politique étrangère, la situation de la République populaire se situe à l'opposé de celle qui caractérise sa politique intérieure. Strictement alignée sur Moscou, Budapest n'a donc pas une position individuelle sur le plan extérieur. Aussi n'y a-t-il guère à rapporter sur ce sujet sauf cependant pour souligner sa volonté assidue et constante de la recherche d'une ouverture sans cesse plus large vers l'Occident. Si l'on a de bonnes raisons d'imaginer qu'elle opère avec l'assentiment, tacite ou non, des dirigeants du régime soviétique dont elle reste pour le moment la meilleure vitrine publicitaire, elle y trouve bien sûr aussi son propre compte. A long terme, sait-on ce que réserve l'avenir ?

Admirablement servie par un ministre des Affaires étrangères - Frigyes Puja - résolument rigide et orthodoxe, dont les actions se situent exactement dans la perspective des vues du Kremlin, la politique étrangère magyare suit ainsi une ligne déterminée qui sert par conséquent la liberté de manoeuvre intérieure de Kádár et qui en est, en quelque sorte, la caution.

Aux nombreux voyages de Puja à l'étranger, en Europe de l'Est et de l'Ouest, en Afrique, se superposent, depuis la fin de 1976, les premiers déplacements de Kádár en Occident: Vienne - Rome - Le Saint-Siège - Bonn, qui devraient être suivis au cours de cette année de Paris. Et il y en aura certainement d'autres par la suite, qui contribueront aussi à donner de la République populaire hongroise une image différente de celle qui a généralement

cours, car l'Occidental a malheureusement une certaine tendance à considérer globalement l'Est, ce qui conduit à des appréciations erronées.

Dans le cadre des relations bilatérales, il convient de mentionner qu'il n'existe, à l'heure actuelle, pas de problèmes dont les solutions donnent lieu à des difficultés entre Berne et Budapest. Il n'y en a pas davantage entre Budapest et Vienne: le soleil est au zénith. A Belgrade et même à Tirana, on a appris avec satisfaction l'éviction de Biszku.

Avec la restitution de la couronne de St-Etienne "par une délégation du peuple américain à une délégation du peuple hongrois", en janvier, et l'octroi, en mars, de la clause de la nation la plus favorisée à la Hongrie, que le Congrès devrait ratifier prochainement, Washington a ainsi levé les dernières hypothèques essentielles qui pesaient sur les relations hungaro-américaines. A un moment où une nouvelle période de tension se dessine entre les USA et l'URSS, Budapest a quelque raison d'être satisfaite.

La minorité magyare de Transylvanie

Bien qu'il n'y paraisse officiellement pas du côté hongrois, c'est sans doute avec la Roumanie que les relations hongroises sont le moins satisfaisantes en raison du problème de la minorité magyare de Transylvanie.

Les Hongrois prétendent volontiers que si leur territoire national compte une population de 10 1/2 millions, le nombre de celle qui vit au dehors est du même ordre. Il est cependant plus vraisemblable d'admettre que ce ne sont tout de même pas moins de 5 millions de Hongrois qui résident hors des frontières de leur pays.

En Roumanie, on en compte près de 2 millions, conséquence comme on sait des amputations territoriales successives que la Hongrie a subies. Le rude traitement que Bucarest inflige à la minorité hongroise n'est pas nouveau mais resurgit de temps à autre à la surface. Ce problème eût dû trouver, du moins l'espérait-on à Budapest, plusieurs accommodements lors des deux rencontres que Kádár et Ceausescu eurent, de part et d'autre de la frontière hungaro-roumaine, à la mi-juin de l'année dernière. Les interlocuteurs étaient convenus alors de certaines facilités: installation de représentations consulaires de chaque côté et à proximité de la frontière, intensification des relations culturelles qui eussent permis à la minorité magyare de sortir de son isolement, allègement du trafic frontalier, simplification des formalités régissant les mariages entre Hongrois et Roumains, mesures d'épuration des eaux usées que déversent en territoire hongrois deux affluents du Danube qui prennent leur source en Roumanie.

Or, il est notoire que ces différents accommodements n'ont pas dépassé le stade verbal, que la minorité de Transylvanie accepte mal le sort contraignant que lui infligent les autorités roumaines qui en ont souvent nié l'évidence, tandis que les dirigeants hongrois préfèrent rester cois pour ne pas envenimer une situation déjà scabreuse entre pays frères, avec l'espoir que le temps travaillera pour elle. En se montrant trop agressive, Budapest pourrait risquer de se voir reprocher de s'ingérer dans les affaires intérieures roumaines. Le Gouvernement hongrois n'a donc que des moyens très limités pour infléchir la politique de Bucarest. Si elle peut enfin noter que Budapest lui porte intérêt, la minorité hongroise de Transylvanie ne cache plus guère son profond mécontentement aux

autorités roumaines. Sans doute faudra-t-il encore au Gouvernement hongrois beaucoup de persévérance alliée à une ténacité sans faille pour qu'intervienne une amélioration des conditions d'existence de ces Hongrois que la fantaisie de certains traités a condamnés à vivre sur sol devenu étranger.

Le point de vue de mon collègue roumain diffère forcément, mais il est moins tranchant qu'auparavant.

Encore en voie de développement, la Roumanie fait figure de pays pauvre si on la compare à la Hongrie. La minorité magyare est précisément installée dans une région de Roumanie peu favorisée économiquement. Conscient de la réalité, le Gouvernement de Bucarest s'efforce d'y améliorer les conditions d'existence, mais il lui faudra du temps pour y parvenir. Sur le plan des écoles, de la langue hongroise, de la culture magyare, les autorités roumaines font preuve d'une grande compréhension. Il est vrai aussi que la Transylvanie n'a pas encore complètement oublié les méfaits souvent sanglants des adeptes de Horthy, ce qui retarde toute solution apaisante. Pourtant, conclut mon interlocuteur, la rencontre Ceausescu/Kádár de juin 1977 se déroula dans une atmosphère conciliante.

Perspectives

Toutes choses demeurant égales et Kádár restant en selle, il y a peu de chance que la République populaire hongroise soit la proie de bouleversements inattendus prochains.

Dans l'immédiat, le seul facteur de perturbation possible pourrait naître de la disparition du Maréchal Tito

et du difficile problème de sa succession. Selon la nature des réactions soviétiques, la Hongrie pourrait en effet se trouver sans qu'elle le veuille ni ne le souhaite intimement mêlée à une opération soviétique contre Belgrade, l'URSS engageant pour maintenir ou ramener l'ordre dans la République socialiste fédérative ses 4 unités d'armée (environ 80'000 hommes disposant d'un armement constamment révisé et complété) stationnées "temporairement" en territoire magyar depuis 1956 et qui se trouvent, par conséquent, à pied d'oeuvre. On ne peut en effet se défendre de l'idée que l'URSS cherchera, à la première occasion propice et combien tentante, à étendre son glacis de protection vers l'Ouest en y englobant la Yougoslavie, ce qui lui donnerait du même coup un accès direct à l'Adriatique, donc à la Méditerranée (le putsch récent survenu en Afghanistan ne favorise-t-il pas, lui aussi, la réalisation d'un objectif soviétique: celui d'un accès à l'Océan indien à travers un couloir international dont un Pakistan dangereusement affaibli intérieurement ferait, partiellement au moins, les frais ?).

Ainsi, cette nouvelle étape de progression vers l'Occident ne ferait que corroborer les visées dominatrices du Kremlin, ses tendances traditionnalistes largement inspirées des objectifs tsaristes de l'époque de Pierre le Grand et la continuité dans leur poursuite.

Aussi et de plus en plus, la détente issue de l'Acte final d'Helsinki apparaît-elle chaque jour davantage comme un répit que les dirigeants soviétiques se sont donnés pour reprendre leur souffle.

Surgissant à point nommé sur un Occident traumatisé par les effets probables de la récession, de plus en

plus agrippé à un bien-être effréné et enfoncé dans une douceur de vivre, une opulence et un confort incroyables qui portent en eux les germes mêmes de la dégradation des valeurs morales et de l'esprit civique - chaque jour en apporte de nouveaux exemples -, la détente est apparue au firmament de l'Ouest comme le mot magique devant assurer la pérennité d'une situation à jamais privilégiée. Sorte de masque lénifiant et agissant à la manière d'un soporifique, elle a, à part quelques aspects positifs réels qui demeurent toutefois moins essentiels, fait perdre de vue à l'Occident que le bloc communiste ne relâchera en rien ses efforts pour faire aboutir et même imposer au monde des objectifs idéologiques qu'il a d'ailleurs tout crûment déclaré poursuivre malgré elle.

Vu sous l'angle du facteur temps, il faut toute la complaisance de ceux qui prônent un arrangement à n'importe quel prix afin de ne pas perdre leurs aises pour considérer la détente comme point de départ d'une ère de paix.

Ce ne sont certes pas les forces actuelles de l'OTAN installées du Nord au Sud de la République fédérale allemande qui, en l'état actuel de leur préparation matérielle et morale, pourraient efficacement et de façon décisive faire échec aux quelque 68 divisions soviétiques et du Pacte de Varsovie, réparties entre la DDR, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Pologne (pour ne parler que de ces pays), et aptes à faire mouvement au premier signal. Le potentiel de celles-ci ne cesse de s'accroître de jour en jour, mettant de plus en plus dangereusement en péril, au détriment du monde libre, l'équilibre d'ores et déjà précaire entre l'Est et l'Ouest.

Il est vital de garder ces réalités à l'esprit, en Suisse aussi.

En 1947, notre pays, peut-on lire dans certaines analyses, était obsédé par l'ombre de l'Armée rouge.

Aujourd'hui, la menace croissante qui pèse sur l'Occident est autrement plus dangereuse. Elle est devenue plus insidieuse et globale. Les moyens actuels n'ont plus rien de commun avec ceux de naguère.

Stoudmann

(STOUDMANN)